

BOUMERDÈS

La saison estivale
officiellement ouverte

Zorna, majorettes, guirlandes, flonflons, musique à fond et des centaines d'enfants en ébullition ont donné un cachet festif et convivial à cette matinée de jeudi. C'est la magnifique plage de Corso qui a accueilli cette fête dédiée à la grande bleue pour lui demander clémence et fraîcheur pour les estivants.

Le wali de Boumerdès, la directrice du tourisme, la chef de daïra de Boumerdès et le P/APC de Corso étaient visiblement satisfaits du déroulement de la fête : les uns pour le choix d'une plage de la daïra de Boumerdès pour l'ouverture officielle de la saison des baignades dans la wilaya de l'ex-Rocher noir, les autres, précisément, pour la réussite des préparatifs de cette saison. Disons-le, la saison en cours sera probablement nettement meilleure que les précédentes.

On peut à l'heure actuelle conseiller aux citoyens de venir se prélasser au bord des 25 plages autorisées à la baignade dans la wilaya de Boumerdès sans crainte de déception pour cause de saletés sur les rivages.

Si, bien entendu, les services de sécurité (GN et Police) et la Protection civile qui seront fortement présents, les directions du tourisme, de l'environnement, de la santé et surtout les BHC (bureaux d'hygiène communaux) et les services de nettoyage communaux continuent de travailler sur le même rythme sur le terrain, le secteur du tourisme, laissé complètement en jachère, marquera un point très important pour son avenir.

La préparation de la saison a été prise cette année à bras-le-corps par le wali, Brahim Merad. Il y a moins de quinze jours, il a effectué en compagnie des responsables concernés un long périple dans les communes balnéaires pour s'enquérir des préparatifs.

A chacune des étapes de sa visite, il ne manquait pas de donner des instructions fermes. L'application de la loi, la gestion rationnelle des espaces, l'ouverture des accès et l'amélioration des l'hygiène revenaient plus souvent dans la liste des instructions données aux responsables locaux. On ne pouvait pas demander aux autorités d'éliminer toutes les insuffisances cumulées durant des décennies de laxisme et de laisser-aller particulièrement de la part des

APC, mais l'état des plages de la wilaya s'est nettement amélioré. 65 milliards de centimes ont été, selon nos informations, débloqués à cet effet. En plus du nettoyage du sable, de nouvelles routes ont été ouvertes. Les anciens accès ont vu leur état amélioré.

Les municipalités ont fait un effort en matière d'hygiène en ville. Les containers qui servaient d'abri, sur le sable, à la Protection civile et aux services de sécurité ont été supprimés pour laisser place, comme à Boumerdès, à des constructions en dur. Les loueurs clandestins des tentes ont été invités de plier bagage.

Ce programme donne de bons résultats en début de saison puisque, contrairement aux années précédentes, 25 plages (18 en 2008) sont ouvertes à la baignade dans 9 communes (Boudouaou El-Bahri, Corso, Boumerdès, Thénia, Zemmouri, Cap-Djinet, Sidi Daoud, Dellys et Afir). C'est l'équivalent de 20 kilomètres de

rivage qui sont sécurisés pour les baigneurs. Pour la première fois, une organisation s'est mise en place pour la tranquillité des estivants. En effet, il sera probablement mis fin aux agissements de ces gros bras qui accaparent par la violence ou avec la complicité des élus locaux des plages de la wilaya de Boumerdès ; chaque été, ils installent leurs parasols sur toutes plages. Par la suite, ils font fructifier dans l'impunité totale durant trois mois un véritable racket au grand dam des baigneurs et des automobilistes. Effectivement, les responsables tentent d'instaurer de nouvelles règles de gestion. D'ailleurs dès la mise pratique de cette nouvelle organisation, quelques individus se sont présentés à la direction du tourisme pour faire pressions sur la directrice M^{me} Bacha Sabrina. Durant la saison qui s'ouvre, des endroits balisés ont été mis en adjudication. C'est une source de revenus substantiels pour l'Etat et les collectivités locales. Entre les endroits balisés concédés aux enchères, d'autres, plus importants, sont laissés à la libre

utilisation des baigneurs qui possèdent leurs propres accessoires ou qui ne souhaitent pas en utiliser. «Nous avons élaboré un cahiers des charges que nous ferons respecter. Nous refusons par exemple des parasols ou des tentes sales ou déchirées. Chaque loueur est tenu de respecter l'espace qui lui est attribué et nous veillerons à cela», nous dira M^{me} Bacha.

C'est le même principe qui régira les parkings. «L'automobiliste est en droit d'exiger le ticket», dira la chef de daïra de Boumerdès. Selon elle, pour écarter certains responsables maffieux qui accaparent, avec la complicité des jeunes oisifs, ces espaces en vue de s'enrichir illégalement, les parkings pour lequel l'appel d'offres est resté infructueux seront gérés par la régie communale qui encaissera les droits de stationnement.

Cependant la fermeté des services de sécurité est nécessaire pour contribuer à pérenniser ces nouvelles règles de gestion. Ce ne sera qu'au bénéfice des citoyens et du secteur du tourisme.

Abachi L.

L'APW ouvre le dossier de l'extraction de tuf

Les élus de l'Assemblée populaire de la wilaya APW de Boumerdès sont révoltés par ce qu'ils considèrent comme la livraison de poches du territoire de leur wilaya aux barons du tuf et autres gérants des carrières d'agréats. «C'est scandaleux. Des oliviers millénaires sont détruits à Thénia pour extraire du tuf. La ville située en contre-bas de ces carrières risque une catastrophe en cas de séisme ou de fortes chutes de pluies. Il y a dans la wilaya 11 carrières d'extraction de tuf», dira M. Mokrani Khaled, élu du FFS, le premier orateur à ouvrir les hostilités sur ce problème.

En conclusion de son intervention le représentant du FFS interroge l'assistance : «Quels sont les avantages dont bénéficient les communes de cette extraction ?» Lors du débat sur le bilan annuel de la wilaya, certains représentants du peuple ne sont pas allés avec le dos de la cuillère pour dénoncer cette destruction. Un autre élu RNDiste fait état d'extraction

des agrégats et de la destruction du mont de Bouzegza. Selon lui, un charnier a été mis à jour et «de plus c'est tout un symbole de la révolution de Novembre qui est quotidiennement détruit dans l'impunité !» Devant la colère de ses confrères, le président Si Youcef a préconisé l'instauration d'une commission d'enquête sur ce problème.

Dans sa réponse, le directeur de l'industrie et des mines affirme que seules trois carrières de tuf sont en activité, dont une à Zemmouri. Il cite la liste des avantages que tirent les communes de l'exploitation de ce matériau. Il n'a fait aucune allusion aux nombreuses autres carrières qui sont régulièrement dénoncées par des pétitions citoyennes. A priori ses explications n'ont convaincu personne. L'APW ira-t-elle jusqu'au bout pour voir plus clair dans cet épineux dossier ?

A. L.

Des aires de jeux transformées en marché à Réghaïa

Le cité Mafal à Réghaïa est en ébullition depuis que l'APC avait décidé de transformés les aires de jeux en marché aux puces. Pourtant, ces terrains de sports co ont été érigés en mémoire au bâtiment 15 qui s'était effondré le 21 mai 2003 lors du séisme de Boumerdès.

Les habitants sont furieux et ne comprennent rien à cette décision.

M. B.

MOBILIS VICTIME DE PIRATAGE INFORMATIQUE
À SIDI-BEL-ABBÈS

300 millions de centimes de pertes

La sûreté urbaine de Sidi-Bel-Abbès est parvenue, après des investigations de longue haleine, à démanteler un réseau de piratage informatique sur le système du grand opérateur de téléphonie mobile Mobilis.

Sept personnes, âgées entre 28 et 35 ans, dont le principal accusé, un employé de Mobilis, résidant dans la wilaya de Sidi-bel-Abbès, d'Oran, de Tlemcen et de Aïn-Témouchent, ont été arrêtées. Présents devant le procureur de la République de Sidi-Bel-Abbès, le principal mis en cause et son acolyte ont été placés sous mandat de dépôt. Les 5 autres dont une fille ont été placés sous contrôle judiciaire. Les faits de cette affaire inédite

dans l'histoire de la téléphonie mobile, soulignent nos sources, remontent au mois de mai 2007 lorsqu'on s'est rendu compte de certaines anomalies dans les comptes de gestion du système.

Un contrôle technique a permis de détecter la présence d'un appareil étranger installé par les pirates sur le système. Une plainte a été déposée par la victime, en l'occurrence l'opérateur Mobilis, au niveau de la sûreté qui a aussitôt déclenché

une enquête. L'enquête mettra un an et demi pour aboutir, et vu l'importance du réseau à travers le territoire du pays et le lieu de résidence des accusés, la Sûreté de wilaya de Sidi-Bel-Abbès a donc pris attache avec celles des wilayas concernées qui ont étroitement collaboré pour identifier le ou les pirates. Ce piratage informatique, en plus d'être un vol, est aussi un détournement, ont souligné nos sources, vu que le principal accusé est un employé du réseau. 80 puces ont été chargées et revendues ; des factures des abonnements 0661 affichaient réglées alors qu'en

réalité, elles ne l'ont pas été et bien d'autres indécidatesses. Mobilis a enregistré des pertes d'un montant de 300 millions de centimes et le préjudice aurait pu être plus important.

Nos interlocuteurs nous ont ajouté que cette affaire de piratage sur le système du réseau informatique de l'opérateur Mobilis incite à plus de vigilance de la part des opérateurs de téléphonie mobile, des banques pour écarter le risque de piratage informatique qui peut entraîner de graves préjudices financiers pour les victimes.

A. M.

KHENCHELA

Alerte
aux produits
avariés

Partant de l'adage «mieux vaut prévenir que guérir», l'association pour la défense du consommateur, en étroite collaboration avec la direction du commerce, la commission de wilaya de lutte contre les maladies à transmission hydrique (MTH), a engagée une opération de sensibilisation sur les produits périmés, notamment les produits de base comme l'eau, le lait et ses dérivés, et les viandes. L'hygiène, la propreté et la sécurité alimentaire sont les piliers de ces interventions ponctuelles et ordonnées sur l'aspect préventif de la consommation des produits de large consommation. Parallèlement, des brigades mixtes de contrôle sont sur le terrain pour des opérations de vérification de contrôle, mais aussi de sensibilisation et de saisie. Des cas déclarés ont été signalés dans deux communes de la wilaya. De même que la viande ovine vendue et exposée sur des brochettes et des caisses à travers des quartiers populeux, provenant de l'abattage illicite qui échappe au contrôle.

N'oublions pas l'irrigation avec les eaux usées formellement interdite et punie en exécution d'un arrêté de la wilaya. D'autre part, il a été signalé trois cas de fièvre thyphoïde dans une commune de la wilaya, 8 cas d'intoxication alimentaire pour consommation de merguez... Des recommandations ont été faites dernièrement par le conseil de wilaya et transmise aux commissions communales d'hygiène pour redoubler d'effort et veiller à la santé du citoyen, tout en s'impliquant à préserver l'environnement, les sources d'eau, les décharges publiques, les commerces, et mener la chasse aux commerçants ambulants, notamment ceux qui vendent de l'eau dans des citernes.

S. A.

OUM-EL-BOUAGHI

Les projets
de construction
de logements
passés en revue

Le wali d'Oum El-Bouaghi a effectué en fin de semaine dernière une visite de travail dans la daïra de Aïn- Beïda, une visite qui lui a permis de passer en revue le programme de réalisation de logements dans cette commune. Le projet ayant retenu l'attention du chef de l'exécutif fut celui des 160 logements LSP lancé par le promoteur, l'agence foncière locale, et qui a connu un grand retard suite à l'arrêt des travaux observé par les entrepreneurs faute de paiement. Sur les lieux, il s'est enquis de l'avancement des travaux de ce projet qui accuse un retard de 18 mois et dont certains blocs sont encore au niveau des plates-formes. Les causes de ce retard n'ont pas convaincu le wali qui a programmé une réunion de travail dans la journée-même regroupant tous les parties concernées. A la question sur le sort de ce projet, le chef de l'exécutif répondra : «Je suivrai personnellement ce projet avec une attention particulière et 80% des logements seront achevés avant la fin de l'année.» Et d'ajouter : «Aïn Beïda a bénéficié d'un programme de 650 logements sociaux plus un complément de 1600 autres unités.»

Dans l'après-midi, une réunion de travail a été tenue au siège de la wilaya regroupant l'association des souscripteurs, les entrepreneurs, la CNL, les bureaux d'études et le promoteur.

Sur place, le chef de l'exécutif a donné instruction au promoteur de dégager un montant de 8 000 000 de DA sur une dette globale de 11 millions de DA au prorata de l'importance et instruit de lancer les consultations des corps secondaires (VRD, voirie, AEP). Par ailleurs, des réunions techniques se teindront sur site jusqu'à la livraison du projet.

Moussa Chtatha